Institut EGA

Observatoire du risque politique et social en Asie

Pakistan : entre résurgence contestataire et consolidation autoritaire

Olivier Guillard

Chercheur associé à l'Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega), directeur de l'observatoire du risque politique et social en Asie de l'Iega.

31 juillet 2025

ISSN : 2739-3283
© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, 2025.

Comment citer cette publication :

Olivier Guillard, *Pakistan : entre résurgence contestataire et consolidation autoritaire*, Institut d'études de géopolitique appliquée, Paris, 31 juillet 2025.

121 rue du Vieux Pont de Sèvres 92100 Boulogne-Billancourt
Courriel : secretariat@institut-ega.org
Site internet : www.institut-ega.org

SOMMAIRE

Introduction – **P. 2**

Réunions (ou complots ?) au sommet **– P. 2**

Le retour en force de l'opposition conduite par le *Pakistan Tehreek-e-Insaf* – **P. 3**

Les droits fondamentaux à l'épreuve du pouvoir civilo-militaire – **P. 4**

La rhétorique anti-indienne, instrumentalisée à dessein – **P. 4**

Un Field Marshal à la Maison-Blanche : diplomatie parallèle ou anomalie stratégique ? – **P. 5**

Répétition de l'histoire au « pays des purs » ? – **P. 6**

Alors que la mousson saisonnière a déjà causé plusieurs centaines de victimes humaines, que des rumeurs insistantes évoquent la possibilité d'une visite de Donald Trump au Pakistan en septembre 2025, ce qui constituerait la première visite d'un président américain en exercice depuis celle de George W. Bush en 2006 ; bien que la Maison-Blanche ait officiellement démenti cette hypothèse le 18 juillet 2025, et que les violences persistent dans les districts de Kalat, Zhob et Loralai, à l'est de Quetta, au Baloutchistan, ces faits, aussi significatifs soient-ils, ne résument pas à eux seuls l'actualité pakistanaise à la fin du mois de juillet 2025.

Derrière ces signaux conjoncturels se dessine une dynamique plus structurelle : celle d'une gouvernance hybride, marquée par l'influence constante (sinon dominante) de l'appareil militaire sur les institutions civiles. Ce régime civilo-militaire, caractéristique du paysage politique pakistanais depuis des décennies, semble de nouveau se manifester à travers une série de signaux faibles, laissant entrevoir des tensions à venir, voire des secousses systémiques.

Comme à chaque épisode comparable, l'empreinte des forces armées se révèle dans les interstices du pouvoir formel. L'été 2025 ne déroge pas à cette constante : les généraux, souvent tapis dans l'ombre du pouvoir civil, laissent poindre leur influence, à mesure que s'intensifie l'incertitude politique et sécuritaire dans la République islamique. Le contexte actuel confirme une fois de plus la prééminence des logiques sécuritaires dans la gestion des affaires publiques au Pakistan, et souligne la difficulté chronique du pays à s'extraire de ce cycle d'instabilité gouvernée.

Réunions (ou complots ?) au sommet

Un mois jour pour jour avant la célébration de l'*Independence Day*, le 14 août, la résidence du Premier ministre Shehbaz Sharif, à Islamabad, accueillait une série de réunions rassemblant les plus hauts responsables civils et militaires de la République islamique du Pakistan. En amont d'un entretien avec le président Asif Ali Zardari, le chef du gouvernement s'est longuement entretenu avec le chef de l'armée, le Field Marshal Asim Munir.

À l'issue de ces conclaves réunissant autorités civiles et hiérarchie militaire en grande tenue, le ministre de la Défense (civil, en l'occurrence) a publiquement déclaré que la « démission éventuelle » du président Zardari, ainsi que son « remplacement » potentiel par le chef d'état-major, figuraient parmi les sujets abordés entre le Premier ministre et le plus haut gradé de la Pakistan Army. Une déclaration surprenante, qui a pu être perçue soit comme un geste de transparence, soit comme une marque d'insolence institutionnelle ; en tout cas suffisamment révélatrice du climat politique actuel.

Sans surprise, cette communication a immédiatement ravivé les rumeurs persistantes selon lesquelles le tout-puissant chef de l'armée entretiendrait depuis quelque temps des ambitions présidentielles. Ces spéculations visent la fonction occupée depuis début 2024 par Asif Ali Zardari, veuf controversé de l'ancienne Première ministre Benazir Bhutto, assassinée en décembre 2007 lors d'un attentat à Rawalpindi. Comme le rapportait le *Hindustan Times* le 16 juillet 2025, ces rumeurs circulent depuis plusieurs semaines dans les cercles politico-militaires d'Asie du Sud.

Pourtant, pas plus tard que la semaine précédente, le Premier ministre Sharif avait fermement rejeté de telles allégations sans toutefois réellement convaincre son auditoire : « Le Field Marshal Asim Munir n'a jamais exprimé le souhait de devenir président, et aucun projet de ce type n'est à l'ordre du jour. » Est-ce vraiment le cas ?

Le retour en force de l'opposition conduite par le *Pakistan Tehreek-e-Insaf*

En coulisses, les acteurs actuellement aux commandes du régime hybride pakistanais s'emploient (de moins en moins discrètement) à faire avancer le projet de transition d'un régime parlementaire vers une configuration présidentielle. Un tel système n'est pas étranger à l'histoire institutionnelle du pays : jusqu'à l'adoption du 18e amendement en 2010, le chef de l'État disposait en effet de prérogatives exécutives étendues, conférant à la présidence une autorité substantielle. Cette velléité de réforme s'inscrit dans une trajectoire politique familière à un pays où la démocratie repose sur des fondations fragiles et où le pouvoir reste volontiers encadré voire corseté par une hiérarchie militaire au rôle prépondérant.

C'est dans ce contexte que le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI), première force d'opposition fondée par l'ancien Premier ministre Imran Khan, aujourd'hui emprisonné, a décidé de relancer la mobilisation. Depuis Lahore, capitale du Pendjab, le parti a annoncé le lancement du Free Imran Khan Movement, une campagne de protestation populaire appelée à durer 90 jours, exigeant en premier lieu la libération de son chef, incarcéré depuis 2023.

Cette remobilisation militante est perçue d'un très mauvais œil par le gouvernement civil dirigé par Shehbaz Sharif et suscite une hostilité quasi réflexe de la part des généraux de Rawalpindi, siège du quartier général de la toute-puissante Pakistan Army, qui ne comptent pas rester spectateurs d'un mouvement citoyen qu'ils considèrent avec méfiance voire animosité.

C'est dans cette atmosphère tendue que, le 14 juillet, alors que la France célébrait sa fête nationale sur les Champs-Élysées, le ministre pakistanais de l'Intérieur annonçait depuis Faisalabad, à l'ouest de Lahore, la création d'une nouvelle force paramilitaire nationale. Dérivée d'une unité déjà active à la frontière pakistano-afghane, cette nouvelle entité, baptisée *Federal Constabulary*, se verra assigner des missions de sécurité intérieure, de maintien de l'ordre et de lutte antiterroriste. « Ce sera une nouvelle force. Ce sera une force plus puissante. Nous avons besoin de cette force pour assurer la sécurité intérieure », déclarait le ministre.

Cette annonce n'a pas tardé à susciter l'inquiétude des partis d'opposition et des défenseurs des droits humains. Nombre d'entre eux dénoncent la création précipitée d'un appareil sécuritaire supplémentaire, qui pourrait, selon eux, se transformer en instrument de répression politique. La *Human Rights Commission of Pakistan* a exprimé sa vive préoccupation : « Nous sommes effarés par les changements apportés à la structure de sécurité et d'application de la loi du pays sans aucun débat au Parlement. » (*The Straits Times*, 15 juillet 2025).

Les droits fondamentaux à l'épreuve du pouvoir civilo-militaire

À quelque 11 000 kilomètres à l'ouest du Pakistan, dans la capitale fédérale américaine, un ton tout aussi préoccupé résonnait au Congrès, lors d'une audition tenue le 15 juillet 2025 et consacrée à la situation des droits humains au Pakistan. À cette occasion, le coprésident de la Commission Tom Lantos pour les droits de l'homme a exprimé son inquiétude face à la dégradation continue des libertés fondamentales dans ce pays d'Asie du Sud. Selon lui, sous le gouvernement de Shehbaz Sharif, les atteintes aux droits fondamentaux sont devenues systémiques :

> « *La vie au Pakistan est aujourd'hui marquée par des violations flagrantes des libertés fondamentales par le gouvernement — en particulier la liberté d'expression et la liberté des médias — ainsi que par le refus d'organiser des élections libres et équitables. Les élections générales de 2024 ont été largement considérées comme ni libres ni équitables, y compris par le gouvernement américain, en raison de l'interdiction visant le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI), du harcèlement de sa direction, de l'interdiction des rassemblements publics, de la coupure nationale d'Internet et des irrégularités massives lors du scrutin*. » (*Deutsche Welle*, 16 juillet 2025).

Dans la foulée, le parlementaire américain a également dénoncé les conditions de détention de l'ancien Premier ministre Imran Khan, âgé de 72 ans, et de son épouse, tous deux incarcérés dans une prison de haute sécurité à Rawalpindi à quelques centaines de mètres seulement du centre névralgique du pouvoir militaire pakistanais ; ce qui ne manque pas de valeur symbolique.

Le 17 juillet 2025, Aleema Khan, sœur d'Imran Khan, était quant à elle convoquée par la justice, dans un climat où l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'égard de l'exécutif et de l'armée suscite les plus vives interrogations. Elle avait en effet publiquement affirmé qu'elle tiendrait le chef d'état-major personnellement responsable si quelque chose devait arriver à son frère durant son incarcération prolongée, une déclaration perçue par certains comme un acte de défi voire de courage politique dans un contexte hautement répressif.

La rhétorique anti-indienne, instrumentalisée à dessein

Au début du mois de juillet 2025, le chef d'état-major pakistanais (dont les ambitions présidentielles, bien que non confirmées, sont désormais ouvertement évoquées) adoptait un ton martial face aux médias. Il rejetait avec fermeté les accusations formulées par l'Inde selon lesquelles la Pakistan Army aurait bénéficié du « soutien actif de la République populaire de

Chine » lors des hostilités transfrontalières survenues au printemps, en mai 2025 (*Dawn*, 7 juillet 2025).

Dans la foulée de ces événements, le général Asim Munir a été promu au rang de Field Marshal, la plus haute distinction militaire pakistanaise et une première depuis l'auto-nomination du général Ayub Khan en 1959. Toutefois, le nouveau maréchal s'est montré sensiblement moins loquace lorsqu'il s'est agi d'aborder le refinancement, par Pékin, des 3,4 milliards de dollars de prêts consentis à Islamabad afin de soutenir ses réserves de change en déclin (*Reuters*, 29 juin 2025).

Le 10 juillet 2025, à Rawalpindi, à l'occasion de la 71e Conférence des commandants de corps d'armée, Asim Munir reprenait un registre bien rodé, multipliant les accusations à l'égard de New Delhi. Il a notamment affirmé que l'Inde soutiendrait indirectement le terrorisme au Pakistan, via des groupes armés tels que le Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP), couramment désigné comme les « talibans pakistanais », ou encore diverses entités séparatistes baloutches opposées au pouvoir central (*The Economic Times*, 11 juillet 2025).

Une rhétorique accusatoire devenue presque routinière, dans un climat où la surenchère verbale à l'égard de l'Inde reste un levier politique et militaire commode. Reste à savoir si cette posture relève d'un réel impératif sécuritaire, ou s'il s'agit surtout d'un instrument de diversion mobilisé à des fins de consolidation interne.

Un Field Marshal à la Maison-Blanche : diplomatie parallèle ou anomalie stratégique ?

À la mi-juin 2025, en pleine escalade régionale entre l'Iran et Israël, le président des États-Unis recevait à la Maison-Blanche, pour un déjeuner privé, le chef d'état-major de l'armée pakistanaise. Cette rencontre, organisée dans la Cabinet Room, constitue une première dans l'histoire tourmentée et sinueuse des relations américano-pakistanaises. « *Je l'ai invité ici pour le remercier de ne pas être entré en guerre avec l'Inde. Je tiens également à remercier le Premier ministre [Narendra] Modi, reparti il y a quelques jours* », déclarait le président américain dans un style direct qui lui est coutumier (*Al Jazeera*, 19 juin 2025).

Ce tête-à-tête, aussi discret qu'inédit (aucun média n'y était convié), suscite de nombreuses interrogations, notamment en raison du contexte géopolitique tendu et des positions récemment exprimées par le Field Marshal Asim Munir. Ce dernier a en effet réitéré à plusieurs reprises son soutien à Téhéran et non à Tel-Aviv, comme l'aurait sans doute préféré le président américain, ancien magnat de l'immobilier new-yorkais. Ce désalignement partiel n'a toutefois pas empêché la tenue de ce déjeuner diplomatique singulier, au cours duquel le chef de l'exécutif américain aurait, selon plusieurs sources, également exhorté son interlocuteur à « trouver une issue satisfaisante » au cas Imran Khan. Rappelons que ce dernier avait été reçu à la Maison-Blanche en juillet 2019, sous le premier mandat de Donald Trump.

La visite du maréchal pakistanais à Washington n'a pas laissé la communauté pakistanaise de la diaspora indifférente. À la sortie de son hôtel dans le quartier de Georgetown, Asim Munir a été publiquement interpellé par des sympathisants de l'ancien Premier ministre, aujourd'hui

emprisonné. Cris, invectives, slogans hostiles et accusations virulentes (parmi lesquelles l'étiquette de « boucher des Pakistanais ») ont accompagné cette séquence médiatique non officielle (*India Today*, 18 juin 2025).

À Washington même, cette rencontre officieuse n'a pas non plus fait l'unanimité. Plusieurs figures de l'intelligentsia stratégique américaine, dont l'ancien ambassadeur Zalmay Khalilzad, ont exprimé leur scepticisme quant à l'opportunité d'accorder un tel traitement diplomatique à une figure militaire dont le rôle, au Pakistan, dépasse de loin les fonctions sécuritaires. « On ne peut pas faire confiance au chef de l'armée pakistanaise », déclarait ainsi Khalilzad ; une prise de position qui reflète la prudence, voire la circonspection, de nombreux décideurs à l'égard de cette diplomatie parallèle menée en marge des circuits institutionnels classiques.

Répétition de l'histoire au « pays des purs » ?

Onze ans après la création, à l'été 1947, d'une République islamique du Pakistan indépendante, le général Ayub Khan, alors chef d'état-major de l'armée, s'emparait du pouvoir à la faveur d'un coup d'État, le premier de l'histoire politique du Pakistan moderne. Cette prise de contrôle militaire marquait le début d'une longue parenthèse autoritaire, inaugurant une première période de dictature qui allait durer onze ans, de 1958 à 1969. Un an seulement après avoir accédé à la présidence, Ayub Khan se conférait le titre honorifique de Field Marshal, symbole d'une militarisation assumée du pouvoir exécutif.

Soixante-sept ans plus tard et après deux autres périodes marquées par un régime militaire sous les généraux-présidents Yahya Khan (1969–1971) et Pervez Musharraf (1999–2008), l'histoire semble, une fois encore, menacer de se répéter. Le retour en force de l'institution militaire dans les affaires civiles, la marginalisation progressive des mécanismes démocratiques et les signes d'un glissement vers une présidentialisation autoritaire du régime évoquent un scénario déjà vu.

Au pays de Mohammed Ali Jinnah, le « père de la nation » (Quaid-e-Azam), la démocratie, jamais pleinement consolidée, semble à nouveau sur le point d'être reléguée au second plan. Les dynamiques actuelles suggèrent que le cycle historique de militarisation du pouvoir (avec ses logiques de contournement institutionnel) pourrait se réactiver, au détriment des principes de souveraineté populaire et d'équilibre républicain. Tout porte, hélas, à croire que le passé n'a pas dit son dernier mot.

Institut
EGA

Institut d’études de géopolitique appliquée
121 rue du Vieux Pont de Sèvres
92100 Boulogne-Billancourt
Tél. +33 3 85 51 27 78
www.institut-ega.org

ISSN 2739-3283
En libre accès
Dépôt légal : Juillet 2025
Tous droits réservés
Imprimé en France